



Déclarations et Discours

N° 78/15

LE COMMONWEALTH, INSTRUMENT EXCEPTIONNEL DE COOPÉRATION

Allocution prononcée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson, lors d'un déjeuner de la *Royal Commonwealth Society* (Londres, 6 décembre 1978)

C'est toujours un grand plaisir pour moi que de revenir à Londres et, en particulier, de m'adresser à une assemblée aussi distinguée que la *Royal Commonwealth Society*. Il y a quelques semaines, j'ai eu la chance, allant au Kenya, de voyager en compagnie de M. MacDonald. Pendant plusieurs heures nous avons discuté longuement du Commonwealth, de son avenir et de l'influence qu'il peut exercer à l'échelle internationale; et c'est ainsi que M. MacDonald m'a invité à prendre la parole devant la Société, offre que j'ai naturellement acceptée sur-le-champ. Je suis donc très heureux à l'idée que nous ayons pu organiser cette rencontre.

Il m'a été facile d'accepter l'invitation. En revanche, il est beaucoup plus difficile de savoir que dire du Commonwealth. Le Commonwealth a d'innombrables aspects qui méritent tous de retenir l'attention, mais que je ne pourrais étudier sans dépasser le temps qui m'est alloué et sans abuser de votre patience. Mon vieil ami et collègue, Paul Martin, que j'ai consulté à ce propos m'a fait remarquer qu'il s'agissait d'une réunion de famille, me déconseillant tout texte préparé ou toute autre forme de discours savant sur un point particulier des relations entre pays du Commonwealth. "Pourquoi ne pas donner spontanément, m'a-t-il dit, certaines de tes impressions et opinions personnelles?" Je me suis donc rendu à son avis. Soit dit en passant, j'espère éviter les généralisations usées et les platitudes lassantes que l'on sert au sujet du Commonwealth depuis des années. Le Commonwealth est d'ailleurs un sujet que je connais bien. Je me suis soudainement rappelé ce matin, véritablement pour la première fois en cinquante ans, que je me suis produit en public pour la toute première fois lorsque, jeune garçon, je récitai un texte intitulé *les Enfants de l'Empire* au cours d'une joute oratoire que je devais d'ailleurs gagner. Ce souvenir, que je suis allé chercher très loin dans mon passé, m'a permis de constater, alors que certains passages de ma déclamation me revenaient en mémoire, combien les choses ont changé et combien il est important pour nous, aujourd'hui, de faire une distinction entre le vieil Empire britannique, comme nous l'appelions alors, et l'actuel Commonwealth des nations.

Je crois qu'il est plutôt regrettable que certains de ceux auxquels le Commonwealth tient le plus à coeur n'aient pas encore fait cette distinction. J'ai beaucoup de sympathie et de compréhension pour leur attachement sentimental au passé et je pense bien avoir autant de respect pour le passé que quiconque ici ou même quiconque ayant un rôle à jouer dans les affaires internationales aujourd'hui mais j'estime que c'est méconnaître les possibilités que recèle le Commonwealth que de le concevoir encore tel qu'il était autrefois ou de chercher à préserver cette conception. Ceci étant dit, il faut ajouter que nous reconnaissons sans doute tous l'utilité et l'influence

bénéfique considérable qu'eut le Commonwealth: nous savons que, sans être parfait, il a contribué, avec tout ce qu'il représentait, au progrès du monde.

C'est ainsi que nous avons tous en commun, quelque chose que nous avons en quelque sorte hérité de la tradition britannique, à savoir un respect profond et sain de ce que j'appellerais "le compromis respectable". En cette époque terriblement complexe qu'est la nôtre, la désaffection que l'on observe pour le mot "compromis" me préoccupe; quand on dit de quelqu'un qu'il est partisan du "compromis", on associe aisément à ce mot l'idée de compromission ou on lui donne d'autres sens péjoratifs qu'il ne mérite guère puisque, de nos jours, on ne peut résoudre les problèmes qui se posent sur le plan international sans faire appel à l'esprit de compromis: là où il ne préside pas l'intransigeance s'installe de part et d'autre et le résultat n'est guère satisfaisant. J'estime donc que nous devons à notre héritage britannique et à l'expérience que nous avons acquise au sein du Commonwealth cet art du compromis et aussi ce pragmatisme grâce auxquels nous avons su nous adapter au changement et perpétuer le Commonwealth. Faute de ces qualités, je crois bien que nous ne serions pas ici aujourd'hui en train de parler de cette institution, tout simplement parce qu'elle n'aurait pas survécu aux mille épreuves et tribulations auxquelles elle fut en butte depuis que la décision fut prise, en 1949, de la remanier et de lui donner une nouvelle orientation et un nouveau dynamisme, et dont M. le Président nous a donné quelques exemples.

Il convient donc, me semble-t-il, de nous poser la question suivante: "Où allons-nous maintenant?"

L'une des difficultés que j'éprouve lorsque je cherche à définir le rôle que doit jouer le Commonwealth pour s'avérer efficace et constructif vient du fait qu'il semble n'être actuellement qu'une organisation parmi tant d'autres dans le monde, aucune n'excluant les autres et chacune faisant naître toute une série d'interrelations entre différents pays. C'est ainsi que le Canada a des rapports très étroits, très amicaux, et sur un plan très pratique, avec les États-Unis... Il est donc clair que nous tissons constamment et quotidiennement tout un réseau de relations canado-américaines. En Afrique, se sont ajoutés à des organisations comme l'Organisation de l'unité africaine des groupes régionaux ayant diverses vocations. Certains de leurs membres sont également membres du Commonwealth, d'autres pas. En Asie du Sud-Est enfin, que notre président connaît sans doute mieux que quiconque parmi ceux qui sont versés dans les affaires du Commonwealth et du monde en général, l'ASEAN regroupe des pays dont certains font depuis longtemps partie du Commonwealth tandis que d'autres, se réclamant d'ailleurs d'une toute autre tradition, n'y appartiennent pas.

D'ailleurs, au cours des 30 ou 40 dernières années, l'anatomie de nos propres pays a été considérablement modifiée. C'est ainsi que, depuis la guerre, des citoyens canadiens qui ne sont ni d'origine anglaise ni d'origine française sont venus, avec l'immigration, s'ajouter à la population issue des deux peuples fondateurs du Canada. Ils représentent maintenant un peu plus d'un tiers de la population — et ce nombre va d'ailleurs croissant. Ils ont beaucoup contribué à enrichir les traditions canadiennes. C'est ainsi que le caractère de nos groupes régionaux et de nos pays change. Nous

devons donc rester ouverts au changement et être prêts à redéfinir le rôle du Commonwealth afin qu'il garde le dynamisme qu'on a voulu lui insuffler en 1949.

Depuis le jour où j'ai déclamé *les Enfants de l'Empire*, j'ai été un défenseur inconditionnel du Commonwealth. Quelle qu'ait été la forme qu'il ait pris au cours de l'histoire, il m'a toujours semblé constituer un organisme unique qui valait certainement d'être préservé. Depuis ma nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures et, d'une façon générale, depuis mon entrée au gouvernement, j'ai saisi toutes les occasions de faire avancer la cause du Commonwealth, non pas seulement en raison de sa valeur intrinsèque mais aussi en raison des possibilités qu'il offre sur le plan international.

Je ne vous surprendrai guère sans doute, en vous confiant, qu'en ce qui concerne l'évolution du Commonwealth, il ne m'a pas toujours été facile de rallier cet enthousiasme et cet appui que j'estime essentiels. Sans doute mon expérience n'est-elle pas unique.

De toute évidence, au fur et à mesure de leur accession à l'indépendance, les nouveaux États ont voulu affirmer davantage leur propre caractère national, leur propre destinée. Ils ont dû nécessairement réévaluer certains de leurs rapports antérieurs mais comme il y a toujours eu des pays dont les liens avec le Commonwealth étaient vagues dès l'origine, la tâche n'a pas été facile pour moi et pour ceux qui partagent ma conception du Commonwealth. Elle mérite néanmoins que nous persistions.

Pour paraphraser Dickens, je dirai qu'en ce qui concerne le Commonwealth, notre époque est à la fois la meilleure et la pire; la meilleure, car ses membres n'ont jamais eu tant l'occasion d'unir leurs efforts dans toutes les entreprises valables qui restent à accomplir de par le monde; la pire, pour nombre des raisons que j'ai énumérées il y a quelques instants, et, notamment étant donné qu'il est extrêmement difficile pour le Commonwealth de trouver sa place face à tant de courants contradictoires.

Je crois que l'un des dangers qui menacent le Commonwealth est de vouloir répondre à tous les besoins et de disséminer ses efforts; d'intervenir partout où il y a des difficultés et, ainsi, de n'avoir d'impact nulle part. C'est pourquoi, depuis quelque temps, je fais valoir dans ses instances qu'il faut, d'abord et avant tout, déterminer quels sont les moyens d'action dont dispose le Commonwealth. Il s'agit de savoir quels sont les pouvoirs et les influences qui peuvent être définis et renforcés en vue de la résolution de problèmes donnés. Une fois que le Commonwealth se sera défini, qu'il connaîtra ses moyens d'action, il pourra étudier la pléthore de problèmes qui se posent dans le monde et déterminer en quoi son intervention serait la plus efficace. Pour ce qui est de nos pouvoirs, je crois que quelques-uns d'entre eux à tout le moins se définissent aisément.

Par contre, s'il est certain qu'il existe une communauté d'intérêts au sein du Commonwealth, elle n'est pas pour autant facile à circonscrire. C'est ce qui, un jour, m'a amené à déclarer à un groupe de collègues antillais que nous ne devrions pas nous attarder à analyser le Commonwealth. A certains égards, le Commonwealth

repose sur des notions très vagues. Si on s'attache véritablement à examiner de près les liens qui unissent tous les pays qui en sont membres, c'est-à-dire, des centaines de millions de citoyens, il est extrêmement difficile de comprendre comment il a survécu si longtemps. Nous pouvons cependant en donner certaines définitions assez précises, par exemple celle qui repose sur nos origines communes, nos traditions démocratiques, et, enfin, le fait que nous nous sentions à l'aise les uns avec les autres — un membre du Commonwealth me confiait récemment que, par contraste, au passage de la frontière canado-américaine il éprouvait un certain sentiment de dépaysement qui découlait de son appartenance au Commonwealth — Cette réalité, si elle ne peut être mesurée de façon exacte, a une importance énorme.

De plus, nous sommes présents d'une façon très réelle dans certaines des régions les plus dynamiques du monde, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est entre autres — et je crois que cette présence et l'influence du Commonwealth joueront un rôle crucial dans toute résolution des problèmes de l'Afrique australe.

Depuis un an en particulier, j'ai eu l'occasion, de concert avec mes autres collègues occidentaux du Conseil de sécurité, d'examiner de près, la situation namibienne et, de façon périphérique mais néanmoins assez sérieuse, la situation rhodésienne. Sans vouloir diminuer le mérite du Groupe des cinq ou plus précisément, de l'Allemagne, des États-Unis et de la France, je dois dire que ces pays seraient les premiers à reconnaître que l'appartenance de la Grande-Bretagne et du Canada au Commonwealth a, de toute évidence, donné plus de poids aux efforts du Groupe et que, cette influence s'avérera sans doute essentielle dans toute solution éventuelle au problème namibien. Je crois, en dépit des conflits qui séparent les divers pays, qu'on peut dire la même chose en ce qui a trait à la Rhodésie. Il n'est pas toujours facile de préciser quels facteurs entrent en jeu et c'est pourquoi j'aimerais recourir à un exemple canadien pour illustrer mon propos. Je suis d'avis que les liens personnels étroits de notre premier ministre, M. Trudeau avec le Commonwealth, l'appui qu'il lui accorde depuis dix ans, les amitiés et les relations qu'il a établies avec divers chefs du Commonwealth, ont à maintes reprises joué un rôle capital. C'est ainsi qu'il a été possible d'influencer certains des chefs des pays directement intéressés qui, à leur tour, ont eu une influence profonde sur certains des chefs des divers mouvements d'indépendance. S'il ne faisait rien de plus que de mener les peuples de l'Afrique australe, peuples en plein désarroi, vers un avenir plus stable et plus serein, le Commonwealth justifierait son existence...

Je crois également qu'il est important de réaffirmer, bien qu'il s'agisse d'une réalité quelque peu intangible, la force morale que le Commonwealth peut exercer dans le monde. Depuis une vingtaine d'années environ, ceux qui ont un rôle à jouer dans les affaires internationales ont tendance à devenir cyniques au plus haut point, à considérer que la puissance règle tout et, qu'en fin de compte, les décisions seront prises par ceux qui sont soit les plus armés, soit les plus riches, en un mot, par ceux qui ont le plus d'influence. Je ne suis pas assez naïf pour sous-estimer ou nier l'importance du pouvoir, mais je crois qu'à long terme la dissociation de la politique et de la morale ne sera d'aucun bénéfice pour l'Occident. Parmi les différences qui nous distinguent de nos adversaires communistes par exemple, il en est une, le sens de la moralité dans la

conduite des affaires internationales, une certaine conception de ce qui est bon pour le monde, qu'il nous faut continuer de cultiver sans verser pour autant dans l'évangélisme ou toute autre forme de ferveur messianique. A cet égard, je tiens à répéter que mon travail a été grandement facilité depuis un an environ par ce que je considère un nouvel apport de l'Administration américaine ou, peut-être, plus précisément, par l'accent qu'elle a mis sur le rôle de la morale en politique. Nous ne réussissons guère à impressionner de façon durable le monde en développement et les pays se trouvant, soit derrière le rideau de fer, soit menacés par l'influence ou les visées communistes si nous ne prêchons pas par l'exemple. Nous réussissons encore moins à nous rallier leur collaboration dans les moments difficiles. C'est pourquoi je ne sens aucunement le besoin de m'excuser parce que je considère que les affaires internationales comportent certaines exigences morales, dans nos rapports avec les pays en développement en particulier. Ces exigences, il me semble que le Commonwealth les ressent réellement. S'il est vrai que diverses formes de gouvernement ont fait leur apparition au sein du Commonwealth et que certains pays ont établi leur indépendance en dehors du cadre de l'ancien Empire britannique, on peut, en les visitant, reconnaître sans l'ombre d'un doute les vestiges du passé. Et, si certains sont négatifs, ils ne doivent pas nous empêcher de voir ce qui est resté de bon, de durable et de permanent.

Il me semble donc que dans la perspective d'un Commonwealth en évolution, il nous faut comprendre et reconnaître que dans notre recherche des éléments valables des nouvelles réalités, nous devons être audacieux et ouverts et que nous devons être conciliants en ce qui concerne les objectifs parfois différents que peuvent s'être fixés divers pays. Dans notre recherche d'éléments nouveaux, nous devons également admettre que certaines des anciennes réalités sont valables et qu'il n'est pas nécessaire de détruire entièrement l'héritage du passé pour tirer parti au maximum de ce qui est bon ou semble l'être pour l'avenir.

Pour ce qui est des possibilités qui s'offrent au Commonwealth, il me semble que ce dernier pourrait être d'un apport précieux dans le cadre du Dialogue nord-sud. Alliant mondes développés et mondes en développement, il se distingue, une fois de plus en effet et à son avantage, de toutes les instances internationales dont j'ai déjà parlé. C'est la seule organisation regroupant des pays comme le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande — qui sont tous très développés et qui, à un palmarès technologique impressionnant ajoutent toute une gamme d'autres avantages et une longue expérience — et les unissant véritablement à certains des pays les moins développés du monde. A une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, siègent à la même table, sur un pied d'égalité, les chefs de certains des pays les mieux nantis du monde sur le plan industriel et les chefs de certains des pays qui ont le plus de progrès à faire. En mettant ainsi leur expérience en commun, ils peuvent accomplir beaucoup et ce, libres des tensions et des autres contraintes dont il est presque impossible de se dégager dans toute autre instance. C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance au rôle du Commonwealth et de ses organismes face à l'ensemble des questions qu'on réunissait autrefois sous l'étiquette de "l'aide étrangère" mais que j'envisage ici dans l'optique de l'aide du Commonwealth et dans la perspective plus large du Dialogue nord-sud.

Je crois que là encore nous avons la possibilité de prouver que les méthodes que nous avons élaborées entre nous sont efficaces et pratiques et, par conséquent, d'amener d'autres pays à s'en inspirer. C'est ainsi que, lorsque nombre de Canadiens — et j'en suis —, se demandent parfois si leur pays n'est pas trop désintéressé à l'égard de l'aide extérieure qu'il délie, de plus en plus, de toute obligation, de toute allégerie idéologique (peut-être plus que tout autre pays), nous établissons une distinction utile entre l'aide aux pays en développement et notre désir de les voir évoluer d'une certaine manière, vers une forme particulière de gouvernement démocratique par exemple. Ce faisant, nous gagnons, en effet, le respect de ces pays et les rendons plus réceptifs à l'influence légitime que nous cherchons à exercer sur eux. Ils sont plus ouverts sur les questions qui nous intéressent, sont davantage portés à respecter et appuyer notre point de vue, car, en termes très directs, nous n'avons pas cherché à les leur imposer, à les leur faire "avalier". Je veux donc encourager le plus possible les associations du Commonwealth qui oeuvrent dans le domaine de l'aide étrangère et, évidemment, tout particulièrement, le Secrétariat central qui, de Londres, coordonne leurs efforts.

Je pourrais m'étendre encore longtemps sur des points précis, mais je crains à maints égards de prêcher des convertis et je sais d'expérience que bon nombre d'entre vous en savez davantage que moi sur ces questions.

J'aimerais revenir, pour conclure, à cette question de la prolifération des organisations et au danger que le Commonwealth soit pris dans un enchevêtrement qui lui fasse perdre son utilité ou, du moins, qui l'anémie considérablement.

Je crois que nous ne pourrions éviter ce piège qu'en nous fixant les objectifs clairement définis dont j'ai parlé. Je suis inquiet quand j'entends des porte-parole du Commonwealth — et je parle ici de porte-parole venant de différents pays du Commonwealth — proposer diverses initiatives dont certaines, à mon avis, si elle ne sont pas entièrement étrangères à la notion même du Commonwealth, menacent du moins son existence. A cet égard, j'incite tous ceux d'entre vous qui participent d'une façon quelconque aux travaux des divers organismes du Commonwealth à s'assurer que les critères d'efficacité et de "crédibilité" que j'ai déjà évoqués soient effectivement ceux qui gouvernent notre action. Je crois également qu'il importe que les membres du Commonwealth soient prêts à s'opposer à l'oppression et à la tyrannie qui se manifestent au sein même du Commonwealth. Il est arrivé par le passé que, craignant de perdre des appuis ou de susciter des tensions entre les membres, on ait été peu enclin à faire les déclarations sans détours et fondées sur des principes moraux en faveur desquelles je me suis prononcé tout à l'heure. Nous savons tous que certains membres du Commonwealth ne sont pas sans reproche. Je suis heureux de pouvoir dire qu'ils ne sont pas nombreux, mais nous devons être tout aussi vigilants en ce qui concerne les membres de notre organisation et tout aussi disposés à dénoncer des actes répréhensibles de leur part que s'il s'agissait de pays avec lesquels nous n'avons pas des liens aussi directs.

Le Canada se sent profondément engagé vis à vis du Commonwealth. Il y croit très fermement. Il y voit un instrument pratique. Ainsi que l'a dit Sonny Ramphal je crois,

le Commonwealth ne peut négocier au nom de tous les pays du monde mais il peut les aider à négocier. C'est là un principe auquel je souscris entièrement.

Le Canada croit également qu'il est lié à la Grande-Bretagne par des relations toutes particulières, ne serait-ce qu'en raison du grand nombre de Canadiens qui, comme moi, ont grandi à l'ombre de ce qu'on appelait alors la mère patrie. Cela est tellement vrai que dans ma propre province, Terre-Neuve, il y a une vingtaine d'années, le navire qui venait à peu près chaque semaine de la Grande-Bretagne était le navire qui venait de "chez-nous". Trop de Canadiens ont été élevés dans cette tradition, trop d'entre eux sont conscients de l'apport considérable que fut celui de la Grande-Bretagne dans le monde au cours des siècles pour rejeter des liens faisant partie intégrante de notre patrimoine.

Certes, nous avons un second courant culturel que nous considérons tout aussi vigoureux et important: celui qui d'une certaine façon illustre la diversité du Commonwealth, son aptitude à faire siens les notions et groupes humains les plus variés.

Je veux maintenant dire quelques mots de l'attitude du Canada à l'endroit de la Reine. On en a beaucoup parlé récemment et certains des propos relatifs aux mesures que l'on entend prendre pour établir clairement la nature des relations du Canada avec la monarchie étaient, je le crains, mal intentionnés dans certains cas et reposaient, pour une bonne part, sur des informations inexacts. Je tiens à souligner clairement devant vous que le Canada n'a d'autre intention que celle de conserver le régime qu'il a depuis nombre d'années, celui d'une monarchie constitutionnelle ayant à sa tête Sa Majesté la Reine à qui sont reconnues toutes les compétences que suppose sa fonction, par définition. Les Canadiens éprouvent beaucoup d'affection pour Sa Majesté.

Au delà du respect traditionnel que lui vaut l'institution de la monarchie, Sa Majesté a su mériter l'affection de nombreux Canadiens conscients du fait qu'elle représente extrêmement bien le Canada et le Commonwealth à l'heure actuelle et que la compréhension et l'intelligence dont elle fait preuve nous sont précieux à l'époque troublée où nous vivons. Je n'ai aucune hésitation à vous dire que je ne peux concevoir aucun changement, de nature constitutionnelle ou politique, susceptible de modifier profondément le rôle de la monarchie au Canada ou de diminuer sensiblement le grand respect, l'affection profonde et, en vérité, l'amour que nous éprouvons pour Sa Majesté. Elle incarne donc un héritage et un passé qui nous unissent tous au sein du Commonwealth.

L'époque que nous vivons nous offre de très grands défis et parfois je perds espoir de nous voir les relever tous. La semaine dernière, je faisais remarquer à mon homologue, M. Cyrus Vance que la diplomatie, au cours des dernières années, avait pris une orientation diamétralement opposée à celle qui était traditionnellement la sienne. Alors qu'il était auparavant normal qu'un ministre des affaires étrangères visite les pays amis afin de réaffirmer des liens d'amitié, il est presque obligatoire aujourd'hui de bombarder un pays pour y justifier sa visite, celle-ci revêtant d'ailleurs toujours le

caractère d'une opération d'urgence. Pour ma part, je regrette de ne pouvoir, en ma qualité de ministre des Affaires extérieures, visiter tous les pays du Commonwealth. J'ai cependant réussi à en visiter un bon nombre et je ne perds jamais l'occasion de revenir à Londres, car c'est là qu'est né le Commonwealth et c'est là qu'il trouve de façon très réelle la preuve de sa vigueur et de son importance.

Permettez moi maintenant d'exprimer le voeu que le gouvernement et le peuple britanniques attachent au Commonwealth la même importance que nous, Canadiens. Je n'ai évidemment pas la prétention de dicter, en sol britannique ou ailleurs, ce que doivent faire les Britanniques ou ce que doivent être leurs politiques, mais je crois qu'à titre de membre du Commonwealth, je peux légitimement faire le voeu que la Grande-Bretagne ne soit pas prise par les questions européennes, accaparée par les problèmes aussi nouveaux et inévitables que complexes que sont ceux de notre époque au point que le Commonwealth doive nécessairement prendre la deuxième place. Je comprends fort bien — Comment en serait-il autrement lorsque l'on a affaire, pour ainsi dire quotidiennement, à un voisin tel que le géant américain! — que vos relations avec l'Europe sont extrêmement importantes. J'espère cependant, en tant que membre du Commonwealth, que la Grande-Bretagne réussira à accorder à chacun la part qui lui revient. Je crois que la chose est possible. Je crois que la Grande-Bretagne peut continuer d'accroître ses relations avec le reste de l'Europe tout en travaillant à créer avec nous et les autres membres du Commonwealth une association plus dynamique qui nous permettra d'utiliser pleinement — ainsi que je le souhaite et que, sans aucun doute, vous le souhaitez aussi — l'instrument exceptionnel que constitue le Commonwealth; qui nous permettra de le mettre au service de la paix et de la sécurité dans le monde ainsi que des principes qui nous ont réunis ici aujourd'hui et que nous voulons continuer à promouvoir.

S/C